

Discours de Monsieur Gaston FLOSSE,
Président-Sénateur de la Polynésie française

Célébration de la Fête de l'Autonomie

Samedi 29 juin 2013 – Stèle - Papeete

Chers amis,

Je suis heureux de me retrouver en ce lieu avec vous.

Nous reprenons ensemble, avec mon gouvernement nouvellement élu la célébration de la fête de l'autonomie. La grave crise économique et sociale, qui nous frappe ne nous permet pas de faire plus que l'acte symbolique de notre réunion autour de la stèle qui témoigne en permanence de cette conquête – car ce que nous célébrons ici, c'est bien une conquête.

Nous n'avons jamais rejeté la République dont nous faisons partie. Nous n'avons jamais rejeté notre carte d'identité nationale ou notre passeport.

Mais nous avons demandé à la République qu'elle nous donne en son sein la place qui nous revient, et nous avons voulu être français tout en affirmant notre personnalité et notre Culture.

Nous y avons réussi, puisque la Constitution de la République nous a fait une place particulière dans son article 74.

Je rappelle les principales étapes de cette construction : en 1984, sous la présidence de François MITTERAND et avec le Ministre Georges LEMOINE, pour la première fois, un gouvernement élu prenait intégralement la succession des représentants de l'Etat pour la gestion des compétences de la Polynésie.

En 1996, sous la présidence de Jacques CHIRAC, l'ami de la Polynésie, et avec le Ministre Jean-Jacques de PERETTI, nous avons élargi nos compétences en matière internationale, mais surtout en matière économique et sociale.

Nos responsabilités ont encore été élargies lorsque la modification de la Constitution nous a permis d'exercer de plein droit la compétence générale, à l'exception des compétences nécessairement et utilement exercées par l'Etat, et de celles dévolues aux communes. Nos compétences sont même protégées par la possibilité de recours au Conseil Constitutionnel. Et enfin, nous pouvons partager certaines compétences de l'Etat. Ce fut l'objet du statut de 2004, encore une fois obtenu de Jacques CHIRAC et de son Ministre Brigitte GIRARDIN.

Voilà ce que nous avons conquis, au fur et à mesure que nous nous sentions aptes à exercer réellement les pouvoirs qui nous étaient confiés.

Quelle tristesse de voir que ceux qui nous ont succédé en 2004 n'étaient, eux, manifestement pas prêts à disposer d'un pouvoir autonome.

Nous devons mériter l'autonomie.

Si nous ne savons qu'en faire, alors à quoi bon demander plus ? A quoi bon demander l'indépendance, si on n'est pas capable d'exercer les compétences qu'on a déjà ?

Nous avons établi avec l'Etat des relations de partenariat, au terme de discussions parfois franches, comme on dit en langage diplomatique, mais toujours sincères et constructives pour la conquête et l'application de notre autonomie.

Ce sont ces relations que nous nous employons à rétablir pour travailler ensemble à la reconstruction de la Polynésie.

Nous avons lancé avec l'Etat un pacte de croissance. Nous allons faire notre part, conformément à l'esprit de l'autonomie. Car l'autonomie, c'est aussi la responsabilité. Et cette responsabilité nous l'assumerons, quelque soit la difficulté des décisions à prendre.

Je n'ai pas caché, pendant la campagne électorale, que la situation ne se redresserait pas par un coup de baguette magique. Et non seulement nous avons eu, en prenant les commandes, la confirmation que notre pays souffrait, mais encore que son état était pire que nous ne le pensions. Les mesures que nous sommes en train de prendre seront dures, mais elles sont nécessaires pour sauver la Polynésie. Elles porteront leurs fruits, n'en doutez pas.

Nous reviendrons à une époque où un jeune n'avait pas à s'interroger sur son avenir. Il saura à nouveau, que s'il travaille, il aura un emploi ou il pourra fonder une entreprise personnelle. Il saura qu'il pourra trouver un logement pour lui et sa famille. Il saura enfin qu'il pourra vivre en Polynésie et non pas émigrer vers d'autres lieux, comme dans les pays qui nous sont proposés comme modèles par les indépendantistes.

Car au fond quel est le débat qui nous est imposé encore aujourd'hui ? Contrairement à ce que certains commentateurs pensaient, c'est toujours le même : autonomie ou indépendance.

Comme si le plus important n'était pas de savoir quelle équipe, quel parti, serait le mieux à même de gérer la collectivité que nous constituons ? Qui saurait épanouir la jeunesse, qui apporterait la possibilité à chacun de gagner sa vie, qui garantirait l'accès aux soins, qui pourrait le mieux mettre en valeur notre culture ? Mais non, on nous impose l'indépendance depuis New York, sans se préoccuper du peuple.

Peut-être a-t-on pu rêver que la voie vers l'indépendance était le sésame qui ouvrirait les portes de la grotte aux trésors.

Hélas, on a vu...

Même les aides apportées par l'Etat au gouvernement indépendantiste n'ont pu empêcher Oscar TEMARU d'apporter la misère à notre pays. Et les pouvoirs considérables que donne au gouvernement polynésien notre statut d'autonomie n'ont pas été utilisés : notre dépendance s'est accrue.

Peut-être s'agissait-il d'entamer notre retour au niveau de vie des Salomons, de Tuvalu ou même de Nauru, qui a dilapidé sa seule richesse...

Peut-être n'était-ce qu'indifférence au sort de notre population...

Mais la population a compris où Oscar TEMARU voulait l'entraîner, et c'est le choix de l'autonomie qui a été fait lors des élections législatives et territoriales.

J'avais dit lors de notre campagne pour ces dernières que les élections seraient une sorte de pré-référendum. Elles l'ont été, et elles ont montré que les électeurs avaient compris que l'illusion ne pourrait cacher longtemps la réalité.

Ils ont choisi le Tahoeraa Huiraatira et ses alliés. Mais ils ont aussi choisi l'autonomie comme modèle de gouvernance, car ils ont compris que ce statut est celui qui convient le mieux à notre pays.

Pour en finir avec le débat institutionnel incessant, qui use notre temps et notre énergie j'ai proposé au Président de la République d'organiser un référendum, conformément à la possibilité que nous offre la Constitution de la République.

Or qu'apprenons-nous quelque temps après cette demande ? Que de New York, un groupement de pays qui ne connaissent rien à la Polynésie, voudrait organiser de son côté un autre scrutin d'autodétermination. J'ai déjà dit que je n'accepterai pas cette ingérence étrangère dans nos affaires.

Je dis à nouveau que le Tahoeraa boycottera cette initiative, si elle venait à persister et j'espère que l'ensemble des autonomistes le feront autant.

Nous ne voulons pas être colonisés par l'ONU !

Notre combat est celui du développement et c'est nous qui le menons, en partenariat avec l'Etat.

Vive la Polynésie autonome et française !

Vive la République !
